

## Prochain tarif d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel de GRDF

*Date de la contribution : 07/11/2019*

**Question 1 :** Êtes-vous favorable à l'introduction d'une différenciation entre la rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs pour la période ATRD6 ?

Défavorable

**Commentaire :**

GRTgaz réitère les remarques qu'il avait formulées dans sa réponse à la consultation publique du 14 février 2019 N°2019-003 relative au cadre de régulation tarifaire applicable aux opérateurs d'infrastructures régulées en France.

Pour être en mesure d'analyser ce mécanisme il conviendrait d'en connaître précisément les paramètres d'application.

Sur le principe tel qu'énoncé, GRTgaz n'est pas favorable à l'instauration d'un taux différencié pour la rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs :

- Ce dispositif vise à contrôler le niveau des investissements de développement des gestionnaires de réseaux. Mais les investissements actuels sont aujourd'hui principalement constitués de dépenses obligatoires de maintien en condition opérationnelle du réseau. GRTgaz s'interroge donc sur la pertinence d'un tel dispositif.
- GRTgaz rappelle par ailleurs que GRDF dispose déjà d'un mécanisme de régulation incitative des coûts unitaires des investissements permettant d'assurer l'optimisation des coûts.
- En outre, ce mécanisme régulateur s'ajouterait à un contexte général qui envoie déjà aux gestionnaires de réseaux des signaux quant à l'intérêt de développer ou non des actifs dont la durée de vie économique est longue : les axes de politiques énergétique (PPE, SNBC) retenus par la France donnent un contexte long terme quant aux besoins de développer les réseaux, et donc quant à la soutenabilité des tarifs par les utilisateurs.
- La mise en place d'un tel mécanisme induirait pour les opérateurs une forte complexité opérationnelle du calcul et du suivi du revenu autorisé

Dans le cas où le principe de la mise en place d'un tel taux différencié serait retenu, il conviendrait de veiller à ce que le principe d'une juste rémunération des capitaux investis continue de s'appliquer. Ainsi les paramètres de détermination de ce nouveau taux devraient être cohérents et prendre en compte le risque de plus grande variabilité de la rémunération.

**Question 2 :** Êtes-vous favorable aux grands principes tarifaires que la CRE envisage pour le tarif ATRD6 ?

Favorable

**Commentaire :**

Les grands principes tarifaires envisagés sont globalement dans la continuité du tarif précédent à l'exception de certaines propositions de la CRE (éventuel double taux de rémunération, traitement des actifs cédés) qui concourent à une instabilité tarifaire, et à une complexité accrue des modalités de calcul du revenu autorisé de l'opérateur.

**Question 3 :** Êtes-vous notamment favorable à l'introduction d'une rémunération des immobilisations en cours pour les IEC à cycle long (maturité supérieure à 1 an) ? Que pensez-vous du taux de rémunération envisagé par la CRE ?

Favorable

**Commentaire :**

GRTgaz est favorable à l'introduction d'une rémunération des IEC. GRTgaz considère que les IEC des opérateurs d'infrastructure doivent être rémunérés au coût moyen pondéré du capital. En effet, la rémunération au coût de la

dette ne saurait refléter le coût du capital mobilisé pour ces actifs en construction et donc présentant un niveau de risque non négligeable pour le maître d'ouvrage.

**Question 4 :** Avez-vous notamment des remarques concernant le traitement des coûts échoués envisagé par la CRE pour le tarif ATRD6 ?

GRTgaz est favorable à l'harmonisation du traitement des coûts échoués entre les opérateurs d'infrastructure régulés.

**Question 5 :** Avez-vous notamment des remarques concernant le traitement des actifs cédés envisagé par la CRE pour le tarif ATRD6 ?

GRTgaz comprend que la CRE souhaite faire bénéficier les consommateurs des éventuelles plus-values réalisées par les opérateurs sur cessions d'actifs au-delà de la valeur nette comptable via la mise au CRCP.

GRTgaz est défavorable à un tel dispositif : il ne s'agit pas d'un sujet à enjeu pour les gestionnaires de réseau, mais cela complexifie le suivi réglementaire de l'activité. Si un tel système était retenu, il faudrait qu'il soit symétrique (et prenne en compte les éventuelles moins-values) et incitatif pour l'opérateur.

**Question 6 :** Êtes-vous favorable au calendrier et aux principes d'évolutions annuelles des termes tarifaires envisagés par la CRE pour le tarif ATRD6 ?

Favorable

**Commentaire :**

GRTgaz est favorable aux adaptations des termes tarifaires permettant d'assurer une meilleure continuité entre transport et distribution et d'éviter des comportements d'optimisation individuelle.

**Question 7 :** Êtes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE selon les principes exposés ci-dessus pour le tarif ATRD6 ?

Favorable

**Commentaire :**

GRTgaz rappelle son souhait que le périmètre soit élargi à d'autres postes de charges – Si notamment- et propose d'avoir un traitement équivalent entre opérateurs.

GRTgaz est par ailleurs favorable à une couverture totale des coûts du projet de conversion H>B, permettant de couvrir l'opérateur contre les incertitudes liées à l'accélération du projet de conversion.

En refusant la couverture des coûts du projet au CRCP, la CRE ne donne pas les moyens à GRDF d'adapter le pilotage du projet aux incertitudes majeures sur le taux d'appareils incompatibles et une éventuelle accélération du projet imposée par la fin d'exploitation anticipée du site de Groningue.

**Question 8 :** Êtes-vous favorable au maintien du dispositif et aux évolutions proposées concernant le mécanisme incitant GRDF à la maîtrise de ses coûts unitaires d'investissement dans les réseaux ? Avez-vous d'autres suggestions pour faire évoluer ce mécanisme ?

Favorable

**Commentaire :**

GRTgaz est favorable sous réserve aux évolutions proposées. GRTgaz rappelle que les coûts unitaires ne sont pas les mêmes à la campagne et dans les villes. GRTgaz est favorable à l'exclusion de certains projets atypiques pour lesquels le mode de valorisation proposé n'est pas adapté.

**Question 9 :** Êtes-vous favorable aux mécanismes de régulation incitative des investissements "hors réseaux" proposés par le CRE pour le tarif ATRD6 ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

GRTgaz ne se prononce pas

**Question 10 :** Êtes-vous favorable aux évolutions du dispositif de régulation incitative de la qualité de service envisagées par la CRE pour le tarif ATRD6 ?

Défavorable

Commentaire :

Une exigence plus élevée en termes d'objectifs pourrait conduire à une hausse des coûts engagés pour les atteindre sans bénéfice réel pour le consommateur.

La mise en place de bonus asymétriques peut s'avérer être un mauvais signal pour l'opérateur et aboutir à une régulation non plus incitative mais « punitive » surtout lorsque l'opérateur ne maîtrise pas l'ensemble des leviers d'évolution de l'indicateur concerné.

En rajoutant des indicateurs sans en supprimer au moins autant, la CRE va à l'encontre de son objectif initial de simplification.

**Question 11 :** Pensez-vous qu'il serait pertinent de supprimer certains indicateurs ? Si oui, lesquels ?

Ne se prononce pas

**Question 12 :** Y a-t-il des thématiques sur lesquelles vous souhaiteriez que GRDF soit incité ?

GRTgaz n'a pas d'avis.

**Question 13 :** Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R&D envisagé par la CRE pour le tarif ATRD6 ?

GRTgaz considère que tous les opérateurs d'infrastructures doivent avoir les moyens de continuer à investir de façon significative dans la R et D pour accompagner la transition énergétique en innovant dans les technologies de demain, en déployant des pilotes industriels, et en accompagnant le tissu industriel en territoires. Il s'agit de préparer le réseau et les métiers des opérateurs à l'arrivée des nouveaux gaz (pyrogazéification, power to gaz, hydrogène, gazéification hydrothermale...) dans le cadre fixé par la politique énergétique (PPE, Plan Hulot, Loi Energie-Climat...).

La remise en cause de 35% du budget de R et D demandé par GRDF paraît contradictoire avec l'affirmation par la CRE de l'importance qu'elle accorde à la R et D.

Si GRDF n'a plus les moyens d'accompagner la filière pour la R et D consacrée à la sécurité aval compteur, qu'il s'agisse d'installations intérieures individuelles ou collectives, aucune autre partie prenante ne sera en capacité de se substituer aux actions menées par GRDF, pourtant jugées fondamentales pour la sécurité des personnes et des biens, en particulier sur les territoires les plus touchés en termes de précarité énergétique.

GRTgaz approuve les propositions de la CRE sur l'amélioration de la transparence. La concertation du marché par les gestionnaires de réseaux sur les thèmes de R et D poursuivis peut s'avérer pertinente lorsque ceux-ci sont destinés spécifiquement aux utilisateurs du réseau (injection des gaz renouvelables par exemple). Pour les thèmes dédiés à l'exploitation du réseau, la consultation des acteurs du marché ne paraît pas pertinente.

**Question 14 :** Êtes-vous favorable à l'évolution de la régulation incitative du nombre de consommateurs raccordés aux réseaux de gaz naturel envisagée par la CRE, visant en priorité la suppression très rapide des installations au fioul et au charbon ?

Favorable

**Commentaire :**

GRTgaz est favorable à une régulation visant à inciter l'opérateur à développer le nombre de consommateurs raccordés au réseau de gaz. Cela permet notamment d'assurer la soutenabilité à terme du tarif de distribution.

Pour ce faire, GRDF doit pouvoir disposer des moyens lui permettant de stabiliser son portefeuille clients.

Il est à noter que les moyens demandés par GRDF pour l'ATRD6 sont du même ordre que ceux retenus par la CRE sur la période 2016-2019, alors même que les contraintes, réglementaires notamment, n'ont fait que se renforcer.

**Question 15 :** Êtes-vous favorable à l'alignement de l'incitation de GRDF à maîtriser les coûts des pertes et différences diverses sur celui des autres opérateurs (passage d'une couverture au CRCP de 70 % à 80 %) ?

Favorable

**Commentaire :**

Ce passage à 80% contribue à un alignement de la couverture des pertes et différences diverses avec les autres opérateurs (GRT gaz, GRD et GRT électrique, AT5).

**Question 16 :** Êtes-vous favorable au taux de pertes théorique proposé par GRDF pour le tarif ATRD6 ?

Favorable

**Commentaire :**

Les pertes sont passées de 2 TWh à 1.5 TWh. Cela montre les efforts de GRDF en matière de réductions des pertes.

**Question 17 :** Quelle est votre position sur les orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour la période ATRD6 ?

GRTgaz considère que les opérateurs d'infrastructures gazières doivent disposer des moyens nécessaires afin de continuer à exploiter les infrastructures en toute sécurité tout en accompagnant la transition énergétique et l'intégration des gaz d'origine renouvelables dans les infrastructures existantes.

A ce titre, le niveau des charges à couvrir pour la période ATRD6 ne semble pas permettre de répondre aux nombreux enjeux mentionnés par GRDF, relatifs en particulier :

- au développement des gaz verts, notamment biométhane ;

Les arbitrages envisagés par la CRE sur les ressources biométhane ne permettraient pas à GRDF d'instruire les demandes d'études et de raccordement qui sont en forte hausse (le calage de la CRE sur la perspective de 6 TWh en 2023 ne reflète pas l'activité réelle de la filière), ni de mettre en place les nouveaux dispositifs prévus dans le cadre du droit à l'injection.

- à la poursuite de la politique de modernisation et l'adaptation du réseau pour garantir une amélioration continue du niveau de sécurité notamment la sécurité des installations intérieures, la sécurité aval compteur et le projet de changement de gaz.
- à la poursuite des efforts en matière de R et D pour accompagner la « transition énergétique ».

Les actions envisagées permettent de préparer l'avenir grâce aux partenariats avec les industriels visant d'une part à améliorer la performance énergétique des équipements gaz existants et futurs, et d'autre part à en renforcer la

sécurité au bénéfice des utilisateurs.

**Question 18 :** Êtes-vous notamment favorable à la prise en compte de la réduction de 45 à 30 ans de la durée d'amortissement des branchements ?

Favorable

**Commentaire :**

Cette proposition permet de contribuer à la soutenabilité du tarif à long terme.

**Question 19 :** Que pensez-vous des trajectoires prévisionnelles de quantités de gaz distribuées et de consommateurs raccordés proposées par GRDF ?

GRTgaz soutient la proposition de GRDF.

**Question 20 :** Êtes-vous favorable aux modalités d'évolution du terme Rf envisagées par la CRE ?

Ni favorable, ni défavorable

**Commentaire :**

GRTgaz n'a pas d'avis.

**Question 21 :** Que pensez-vous des évolutions envisagées par la CRE pour établir la grille tarifaire des prochains tarifs ATRD ?

GRTgaz est favorable aux évolutions envisagées par la CRE. En particulier, la dégressivité dans la tarification de la part capacitaire de l'option T4 permet d'harmoniser les tarifs entre transport et distribution et d'éviter les biais de concurrence.

**Question 22 :** Êtes-vous favorable à l'abaissement des coefficients tarifaires de janvier et février de 8/12 à 4/12 en distribution ?

Ni favorable, ni défavorable

**Commentaire :**

GRTgaz n'a pas d'avis mais souligne que cet abaissement des coefficients tarifaires permet un alignement sur le tarif de transport, ce qui va plutôt dans le sens de la cohérence et de la simplification.

**Question 23 :** Êtes-vous favorable au maintien du calcul actuel des pénalités de dépassement de capacité journalière sur le réseau de distribution ?

Ni favorable, ni défavorable

**Commentaire :**

GRTgaz n'a pas d'avis.

**Question 24 :** Avez-vous toute autre proposition ou remarque sur le prochain tarif ATRD de GRDF ?